

## AÏN DEFLA

# Le plan d'aménagement du territoire de la wilaya rejeté pour la seconde fois

**La 2<sup>e</sup> mouture du Plan d'aménagement du territoire de la wilaya dont l'étude a été confiée au bureau IMPULS A a été présentée lundi lors de la réunion qui a regroupé, sous la présidence du chef de l'Exécutif de la wilaya, à tous les responsables de tous les secteurs, au P/APW et ses adjoints ainsi qu'aux chefs de daïras et des maires des 36 communes.**

Ce plan a fait l'objet d'une première présentation, par ce même bureau d'études, au mois de mai dernier, et soulevé bon nombre de réserves et auquel il avait été demandé d'apporter des corrections. Lors des débats qui ont suivi cette seconde présentation, le tour de table effectué par le président de séance, en l'occurrence le directeur de l'environnement, de profondes et nombreuses lacunes ont été décelées. Parmi les nombreuses observations concernant les réserves, il y a eu d'abord le bien fondé des chiffres exposés, chiffres qui ont été mis en cause et même ceux qui ont été exposés datent de 2012 ce qui a fait dire à certains «pourquoi pas les chiffres de la fin 2013 ?»

Ce qui a aussi été mis en cause c'est que le plan présenté à tendance à confiner la wilaya dans une vocation strictement agricole limitant ainsi son ouverture à d'autres horizons de développement socioéconomiques.

Entre autres critiques, on s'est rendu compte que l'étude n'a pas tenu compte dans son état des lieux de ce qui a été réalisé dans tous les secteurs, taux de pénétration du gaz, axes routiers, structures sportives, éducatives, chemin de fer, barrages, agriculture, construction de logements, marché de gros.... Comme il n'a pas été tenu compte des projets déjà en cours de réalisation ou en voie d'être lancés, ni même des grands projets centralisés inscrits. «Ne pas

tenir compte de toutes ces données, ou prendre en compte des données tronquées ou erronées conduira à fausser le plan avec toutes les conséquences que cela comporte qui peuvent être très coûteuses en temps et en investissements», a-t-on entendu dire.

Il a rappelé que ce plan préfigure de ce que sera la wilaya de Aïn Defla à l'horizon 2025 voire 2030 qui aura à s'intégrer harmonieusement dans un environnement régional des 10 wilayas du Centre-Nord du pays et qui devra aussi jouer un rôle d'appui socio-économique des grandes métropoles.

Intervenant dans le débat, le chef de l'Exécutif de la wilaya, a, quant à lui, rappelé à l'assistance que ce plan engage l'avenir de toute la génération à venir et qu'«Il ne s'agit pas de laisser aux générations futures des ressources à l'état brut mais de mettre à leur disposition des moyens de développement qu'elles auront à valoriser, à savoir une agriculture, une

industrie solide, un environnement sain entre autres» Le P/APW, Nadjem Mohammed lui aussi s'est élevé contre le travail présenté : «Nous avons entendu pendant une heure la lecture de chiffres récoltés, qui sont à la disposition de tous, non actualisés, sans aucune prospective ni de propositions convaincantes, nous ne sommes pas là pour négocier des chiffres mais nous espérons une vision de ce que sera notre wilaya à l'horizon 2030.»

Le wali intervenant pour la seconde fois dira : «La plupart des réserves formulées en mai dernier n'ont pas été levées», ajoutant : «Nous nous donnons rendez-vous dans 20 jours et demandons au bureau d'études de lever toutes les réserves formulées, si une seule persiste, nous nous ferons un devoir de dénoncer l'ordre de service, car ce plan nous concerne tous et engage l'avenir de toute une génération de citoyens.»

Karim O.

## BOUIRA

## Selloum, un village en détresse !

**Plusieurs associations du village Selloum, dans la commune d'Aghbalou, à 60 kilomètres à l'est de Bouira, sont montées au créneau ces derniers mois pour alerter l'opinion publique sur la situation désastreuse que vit leur village.**

Dès le début de l'été dernier, et voyant l'état lamentable dans lequel se trouve leur village, exacerber il est vrai par un manque flagrant d'eau potable malgré l'existence de plusieurs sources situées en amont du village, les villageois se sont réunis pour dégager une plateforme de revendications axée sur l'eau potable, les routes mais aussi et surtout sur le gaz naturel dont ils eurent vent du fait que le raccordement ne sera pas effectué pour l'ensemble des villageois.

De fait, lors de cette réunion-marathon à laquelle la majorité des villageois avaient assisté, des solutions avaient été dégagées concernant l'eau potable surtout. En effet, des croquis avaient été dessinés et mis en relief pour expliquer à travers un schéma, comment les différentes sources d'eau existantes en amont du village peuvent être captées et ramenées au réservoir principal qui alimente le village. Même les distances et les quantités de ciment et du rond à béton nécessaires pour l'adduction de ces sources ont été calculées. Après cette réunion, une réunion avec le P/APC a eu lieu et durant laquelle cette disponibilité du village à travailler par volontariat pour permettre au village d'être alimenté en eau potable d'une manière plus ou moins satisfaisante a été expliquée au maire qui s'est montré

très disponible pour «consacrer une partie du budget réservé auparavant aux branchements, à ces travaux, et en mettant à la disposition du village les engins dont dispose l'APC».

Aussi, récemment et afin d'attirer l'attention des pouvoirs publics, les représentants de ce village appelé jadis Azrou Guetvir, ont envoyé des correspondances aux différents responsables, depuis le P/APC jusqu'au président de la République et dans lesquelles ils expliquent le calvaire de ce village, notamment en termes d'eau potable, des routes qui se dégradent à vue d'œil surtout la RN15 qui traverse le village et qui devient en temps des grandes pluies le seul itinéraire pour les eaux tant sont inexistantes les fossés et les buses dans lesquels devront se déverser ces eaux ; et enfin, le gaz naturel dont ne bénéficient que les demeures situées le long de la route alors que la majorité des autres demeures, en quelque sorte le village, est située un peu plus à l'intérieur. Les responsables concernés ont avancé comme arguments pour ne pas s'incruster davantage dans le village, l'étroitesse des ruelles ; ce qui rend toute intervention impossible.

Les villageois de Selloum, lit-on dans une correspondance envoyée aux mêmes responsables, rappellent que «cet argument fallacieux aurait



Photo : DH

pu convaincre tout le monde, n'étaient des cas similaires dans la wilaya de Tizi-Ouzou ou encore pire mais qui ont été raccordés au gaz naturel sans aucun problème. Des cas de villages de la commune d'Aïn-El-Hammam et de Béni Yenni sont édifiants à ce sujet. Les villageois voient dans ce deux poids deux mesures, une manière de les priver d'un programme initié personnellement par le président de la République».

«Ces manœuvres marginales qui contrecarrent l'esprit même d'un programme à la fois économique et politique, de par la charge émotionnelle

et généreuse voulue en direction d'une région abandonnée et meurtrie pendant longtemps, ne sauraient être appréciées par les plus hautes autorités du pays désireuses, dans une volonté de consolidation globale de l'esprit de réconciliation nationale, renouer avec une région traditionnellement frondeuse».

Aussi, et toujours selon les rédacteurs de la missive envoyée aux différents responsables du pays, «un tel refus (...) ne pourrait signifier qu'une réduction de notre citoyenneté dans le sens de son appauvrissement en comparaison à celles de tous les habitants qui bénéficient des

bienfaits du gaz naturel». Pour sa part, le P/APC Nacer Bellal qui s'est déplacé à notre bureau, dira que ce village au même titre que beaucoup d'autres villages de la commune souffre effectivement du manque d'eau potable mais l'APC travaille d'arrache-pied pour atténuer un tant soit peu le calvaire des citoyens. Le P/APC dira que pour le cas de la requête de ce village, l'APC a mis à leur disposition l'engin pour faciliter les branchements, mais pour ce qui est de l'ouverture des pistes, une enveloppe conséquente doit être dégagée et pour cela, il faudra attendre son inscription.

En somme, le P/APC qui rappelle que le problème d'AEP pour la commune n'a pas été bien pensé par ses prédécesseurs, rappelle que le réseau de raccordement du village depuis la source «Ainsar Aberkane» de Saharidj, conjugué au réseau des transferts des eaux depuis le barrage Tilesdit, en cours de réalisation, pourront si les citoyens venaient à coopérer avec l'APC, résoudre définitivement le problème d'AEP au niveau de cette commune et pour tous les villages.

Par ailleurs et concernant le problème de la RN15 qui est continuellement agressée par des travaux d'AEP, puis de la fibre optique et enfin du gaz naturel ; celle-ci, dira le P/APC, nécessite une réfection et une modernisation sur plus de 4 kilomètres avec des fossés et des dalots pour protéger surtout les habitations situées en contrebas de cette route et qui sont constamment inondées.

Y. Y.

## BOU ISMAÏL

## Le secteur de la pêche et de l'aquaculture en conclave

**Des spécialistes et experts algériens, français et italiens sont réunis depuis avant-hier en conclave au sein de l'Institut supérieur maritime de Bou-Ismaïl dans le cadre d'un séminaire scientifique algéro-européen avec pour objectif «un jumelage institutionnel intégré dans le programme d'appui à la mise en œuvre de l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne».**

Ce séminaire scientifique algéro-européen sur la recherche dans le secteur de la pêche et l'aquaculture à Bou-Ismaïl consiste selon ses initiateurs, à associer les chercheurs à la prise de décision. Ainsi, il s'agira de mettre à contri-

bution les chercheurs et experts activant dans le secteur de la pêche et des ressources halieutiques. En d'autres termes, «l'objectif est de parvenir à être en phase avec la réalité économique afin de contribuer à une aide à la prise de décision», estime certains cadres de ce secteur Sid-Ahmed Ferroukhi, le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, avait, lors de son intervention dans le cadre de ce séminaire portant sur l'appui méthodologique pour l'élaboration de stratégies de recherche pour la pêche et l'aquaculture, mis l'accent sur l'implication des centres de recherche (CND-PRA) dans le développement de son secteur,

Cette stratégie porte sur la préservation de la ressource halieutique, le développement de

la valeur ajoutée, la mise à niveau et la modernisation de l'outil de production ainsi que sur la formation de la ressource humaine,

Nos interlocuteurs affirment en outre, que «ce dispositif est appelé à contribuer au renforcement des capacités du Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA).» Selon ces derniers, «il s'agit d'un projet qui a débuté en juillet 2012 et qui prendra fin en juillet 2014.» Ces mêmes sources précisent par ailleurs que «le projet de jumelage entre le Cndpra et les organismes européens s'articule autour de quatre axes principaux, à savoir l'amélioration du cadre juridique régissant le Cndpra, la mise à niveau de la ressource humaine, l'optimisation

de la programmation en matière de recherche et enfin renforcer la coopération et l'échange d'expérience avec les centres de recherche étrangers.» Nos sources précisent à ce titre que plusieurs missions ont été effectuées dans ce cadre depuis le début du projet et ayant permis la mise en œuvre de 5 ateliers, en ajoutant que, «le Cndpra ambitionne d'être en mesure de fournir des études devant servir à l'aide de la prise de décision. Ce conclave qui durera quatre jours permettra, selon nos sources, «l'organisation d'un cycle de huit conférences ainsi que la mise en place de deux ateliers, notamment l'atelier aquaculture et l'atelier transversal socioéconomique».

Larbi Houari